# République du Burundi
# Evaluation de la stratégie et du programme de pays

**Bujumbura-Rome, 24 mai 2021**

Independent Office of Evaluation

IFAD
Investing in rural people

# Introduction

- Prémière évaluation au niveau de pays au Burundi.  Période considérée: 2009-2020

- Niveaux de l'analyse:
  a) Portefeuille des prêts
  b) Activités 'hors-prêt'  (*gestion des savoirs, partenariats, dialogue sur les politiques publiques, dons)*
  c) Stratégie de collaboration Burundi-FIDA

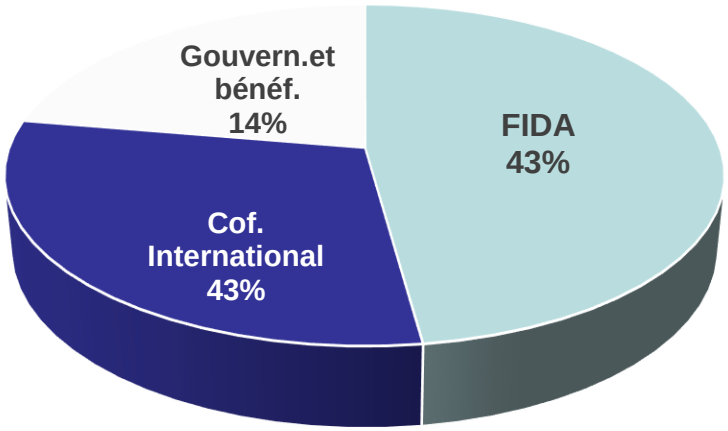
- Méthodologie adaptée à la situation COVID-19:

a) auto-évaluation Gouv.; b) revue indépendante de la documentation; (iii) entretiens zoom / téléphone; b) visites de terrain par des consultants nationaux

# Le FIDA au Burundi en chiffres

| | |
|---|---|
| **Projets approuvés** | 14 depuis 1979 |
| **Coût total estimé** | 668,9 million USD |

**Financement des coûts**




**Principaux domaines d'investissement**

- Infrastructures pour la production agricole (développement de marais et périmètres irrigués)
- Elevage
- Finance rurale

Independent Office of Evaluation

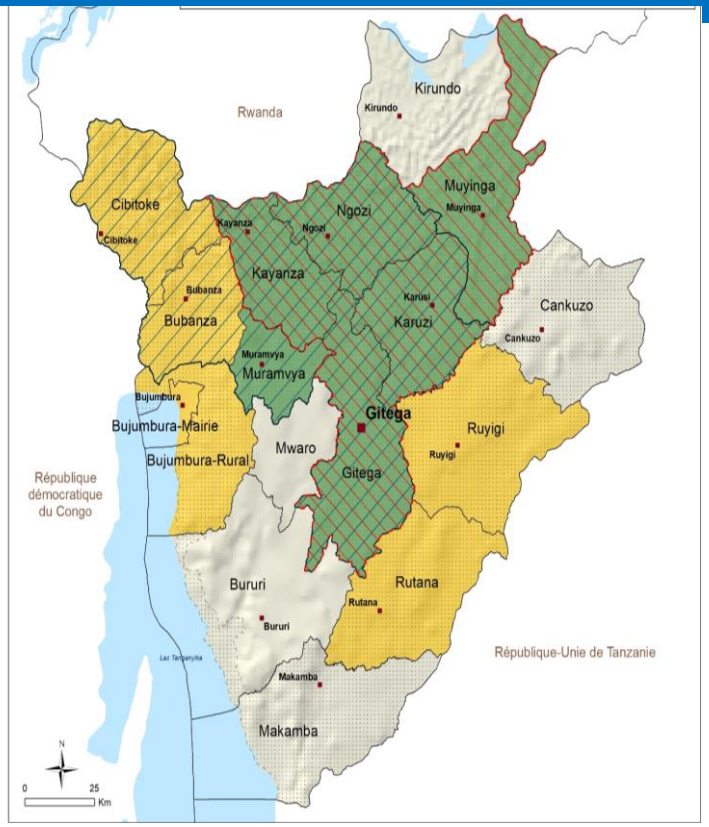
IFAD
Investing in rural people

# Priorités stratégiques

| | COSOP 2009-2015 | COSOP 2016-2021 |
|---|---|---|
| **Objectif général** | Contribuer à la mise en œuvre du CSLP en facilitant la **participation des ruraux pauvres** à une croissance économique équitable et durable. | Accroitre la productivité rurale, la **participation des ruraux pauvres** aux processus de développement, l'accès à des **services et à des marchés financiers** viables et la création de **microentreprises rurales** |
| **Objectifs spécifiques** | 1.Faciliter l'accès des ruraux pauvres aux **opportunités économiques**.;<br>2. **Renforcer les organisations** des ruraux pauvres et participer à **l'élaboration des politiques de développement rural**;<br>3. Faciliter la participation des **femmes et des groupes vulnérables** aux dynamiques de développement économique. | 1.Améliorer la **résilience aux cc et la durabilité**;<br>2. **Augmenter la production et la sécurité alimentaire et nutritionnelle**<br>3. Renforcer **l'implication des groupes vulnérables** dans les dynamiques économiques et les filières appuyées. |

# Performance du portefeuille des projets

**Six projets clôturés:** PRDMR, PTRPC, PARSE, PAIVA-B, PRODEFI, PROPA-O




**Quatre projets en cours:** PNSADR-IM; PRODEFI II; PAIFAR-B; PIPARV-B

Independent Office of Evaluation

IFAD
Investing in rural people

# Domaines de bonne performance

**Pertinence des projets**

- Bonne alignement avec les stratégies nationales, bonne adaptation à l'évolution du contexte pendant la période
- Approche participative a favorisé l'appropriation au niveau local et provincial. Néanmoins, le ciblage des communes avec des marais a exclu une grande proportion de population vulnérable

**Efficacité des réalisations**

- Contribution à l'extension des aménagements hydroagricoles: 16 174 ha à fin 2020 (20% des marais sous exploitation agricole)
- Formation, intrants et semences, chaines de solidarité communautaire animales et bovines et agents communautaires, infrastructures de valorisation (stockage, décortiqueuse, CCL…)

Independent Office of Evaluation

IFAD
Investing in rural people

# Moyenne/faible performance

**Efficacité des réalisations**

- Unités de valorisation avec des problèmes de fonctionnement et problèmes de capacité des associations d'usagers de marais
- Acquis sur la finance rurale et sur la sécurisation foncière à consolider
- Etendu des appuis aux groupes les vulnérables encore faible, y compris les femmes et les jeunes

**Efficience**

- Dépassement de délais de mise en œuvre des projets et des coûts de gestion prévus à la conception

**Innovation/mise à l'échelle**

- Innovations introduites, mais seulement reproduites par les projets FIDA; mise à l'échelle limitée ou peu documentée

# Impacts sur la pauvreté rurale

**-Amélioration des revenus et des conditions de vie des bénéficiaires**

- ✓ 65% des ménages bénéficiaires ont amélioré leurs revenus d'au moins 30%. Manque de données par rapport aux ménages plus vulnérables
- ✓ Augmentation de la production et des prix de vente du maïs, du riz et du lait (PARSE, PAIVA-B) – confirmée par les visites de terrain en Octobre 2020

**-Amélioration de la productivité agricole et de la production:**

- ✓ Augmentation de rendements dans les zones d'intervention; 1,5-2,5 ton/ha de riz à 5-6 ton/ha après aménagement dans les six marais visités
  - pas confirmé au niveau national avec les données FAOSTAT
- ✓ Augmentation de la production annuelle de lait (et du fumier)

**- Bons résultats de la combinaison d'activités testés sur les indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle**

# Durabilité des résultats

**Éléments positifs**

- Activités d'approvisionnement en intrants (semences, engrais, produits physosanitaires et zootechniques)
- Collaboration avec les services techniques déconcentrés de l'Etat et avec les communes, ex. chaines de solidarité communautaire animales

**Risques de faible durabilité**

- Lacunes en matière de gestion des associations d'usagers d'infrastructures (marais, pistes, unités de valorisation)
- Stratégies de désengagement à consolider; cadres règlementaire et financières doivent être approuvés et appliqués systématiquement
- Effets du cc en matière de destruction d'infrastructures, d'habitations et des cultures affectent la durabilité des investissements

# Activités hors prêt et stratégie

# Activités hors prêt

**Gestion des savoirs**

- Trop focalisé sur la communication - plusieurs documents produits et diffusés. Choix stratégique de thèmes à renforcer afin d'alimenter le dialogue sur les politiques

**Développement des partenariats financiers, stratégiques et opérationnels**

- Solides avec les Ministères et les niveaux déconcentré & décentralisé
- 40% de cofinancement provenant d'autres bailleurs/partenaires techniques
- Partenariats intéressants avec le PAM (approvisionnement des cantines scolaires et « cash-for-work »pour l'aménagement des BV) et avec la FAO (élevage et gestion intégré des RN)

# Activités hors prêt - 2

**Dialogue sur les politiques publiques**

- Contribution au cadre législatif et réglementaire du développement local et de l'élevage
- Favorisation de la plateforme de concertation entre les organisations de producteurs et le MINEAGRIE
- Opportunités manquées: domaine foncier, élaboration de politiques plus inclusives, règlementation du financement agricole et rural

# Conclusions stratégiques-1

1. Dans un contexte fragile, le programme a atteint la plupart de ses objectifs

- amélioration de la productivité végétale et animale
- Approches prometteuses à titre pilote sur la sécurité alimentaire

2. La stratégie aurait pu contribuer davantage à relever les défis liés à la rareté des terres productives – le changement récent avec le PIPARV-B de se focaliser sur les collines est salué.

# Conclusions stratégiques -2

3. L'approche intégrée des bassins versants reste à opérationnaliser. Les impacts cumulatifs et la protection des zones tampons n'ont pas été totalement considérés.

4. Investissements trop concentré à l'amont des chaînes de valeur, liens entre acteurs pas encore suffisamment développés.

# Recommandations

**1. Achever la transition vers l'approche-programme et consolider l'avantage comparatif du FIDA au Burundi :** i) affiner le ciblage géographique; ii) élaborer une théorie du changement du programme; iii) soutenir le programme avec des missions techniques et finaliser les recrutements

**2. Consolider l'approche holistique des chaînes de valeur pro-pauvres:** i) intégrer les maillons à l'amont et à l'aval, ii) consolider les interprofessions, les plateformes et diversifier les opérateurs privés, iii) caractériser la qualité des produits.

**3. Prioriser les stratégies et actions pour réduire la pression foncière et faciliter l'accès aux actifs des plus vulnérables.**

# Recommandations – cont.

**4. Poursuivre et renforcer les dispositions règlementaires et financières pour assurer la durabilité des acquis.**

**5. Renfoncer les actions pour développer la résilience des populations et des infrastructures face au changement climatique:** i) élaborer des évaluations environnementales et sociales régionales, ii) élever le niveau de risque au changement climatique des projets à la conception, iii) explorer les produits de micro-assurance pour les petits producteurs face au CC, etc.

**6. Poursuivre et mettre à l'échelle les interventions pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires.**